

unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 28/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Dinan Agglomération

8 boulevard Simone Veil
22100 Dinan

Code AIOT : 0005512848

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2022 dans l'établissement Dinan Agglomération implanté zone artisanale de beauvent 22980 LA LANDEC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre du suivi de mise en oeuvre de l'arrêté de mise en demeure du 25 janvier 2021 (moyens incendie) et du suivi des autres observations émises suite à l'inspection du 13 octobre 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Dinan Agglomération
- zone artisanale de beauvent 22980 LA LANDEC
- Code AIOT : 0005512848
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation inspectée est une déchetterie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les zones visitées ont été les locaux de déchets dangereux, les zones de collecte en bennes, la zone de dépose de déchets végétaux et la bâche incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	capacités autorisées	Autre du 11/12/2020	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 25/01/2021, article Article 1	/	Sans objet
3	collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	/	Sans objet
4	entreposage déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article annexe I - article 2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'arrêté de mise en demeure du 25/01/2021, plusieurs investissements ont été effectués pour rendre conforme la déchetterie aux prescriptions de son arrêté du 26 mars 2012, par exemple mise en place d'une réserve incendie, local de collecte des déchets dangereux,...

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/01/2021, Article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 21 de l'arrêté du 26 mars 2012 Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : (...) - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; (...)
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté et remis une facture du 25 novembre 2021 pour l'installation d'une citerne souple incendie de 120 m ³ . Cette citerne a été installée sur le site de la déchetterie à l'entrée "camions". La bouche incendie est accessible depuis l'extérieur. L'exploitant a présenté le mail du SDIS qui atteste que cet équipement est référencé dans les documents d'intervention du SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : capacités autorisées

Référence réglementaire : Autre du 11/12/2020
Thème(s) : Situation administrative, Rapport inspection du 13 octobre 2020
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : observations 2020- 1 et 2 Rubrique 2710-2-b : Actualiser le volume de déchets verts susceptibles d'être présents dans la déchetterie (stockage supérieur à 0,8 m le 13/10/2020) Rubrique 2794 : Demander à bénéficier des droits acquis pour l'exploitation du broyage de déchets verts en apportant les justificatifs d'existence de l'activité de broyage avant 2018 (création rubrique 2794 par décret du 6 juin 2018)
Constats : En inspection, l'exploitant a présenté un récapitulatif des volume et surfaces des différentes capacités de réception des déchets collectés. la quantité maximale de déchets dangereux (rubrique 2710-1) susceptible d'être présente est de 5,5 t, celle de déchets non dangereux (rubrique 2710-2) de 1235,5 tonnes dont 900 m3 de déchets verts. Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas transmis à la préfecture - Rubrique 2710 - 2 : - une actualisation du volume de déchets verts susceptibles d'être présent sur le site. Lors du contrôle, les déchets verts étaient stockés, sur une hauteur de l'ordre de 3 m, sur le tiers de la dalle d'entreposage. - Rubrique 2794 : les justificatifs de l'usage périodique d'un broyeur de déchets verts avant 2018. Les caractéristiques du broyeur utilisé ont été présentées (capacité > 30t/j) Les observations n°2020-1 et 202-2 de l'inspection du 13 octobre 2020 sont maintenues, à savoir transmettre au préfet - une actualisation du volume de déchets verts susceptibles d'être présent ; - une demande du bénéfice du droit à l'antériorité pour le broyeur avec les justificatifs de l'existence de cette activité avant 2018.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, rapport de l'inspection du 13/10/2020
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Observation 2020-3 Entretien annuel du débourbeur déshuileur
Constats : le jour de la visite l'exploitant a présenté et remis les documents suivant : - une facture du 25 novembre 2020 d'hydro-curage du réseau d'eaux pluviales et du séparateur ; - une facture du 26 janvier 2021 du remplacement du séparateur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : entreposage déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, annexe I - article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, rapport de l'inspection du 13/10/2020
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Observation 2020- 04 (susceptible de donner lieu à une mise en demeure) Mise en service à venir d'un nouveau local de stockage de déchets dangereux conforme aux article 2.2 (locaux dédiés abrités des intempéries) et 2.7 (cuvettes de rétention) de l'annexe I de l'AM du 26 mars 2012
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté et remis un devis d'octobre 2020 et un bon de commande de novembre 2020 pour une rétention pour le bac d'huiles alimentaires. cette rétention est en attente. Les déchets dangereux diffus sont déposés dans des bacs, puis triés et entreposés par le personnel de l'installation dans des bacs différenciés dans un local adapté sur rétention. les D3E sont déposés dans un local adapté. Les huiles minérales sont collectés dans un contenant sous auvent muni d'une rétention. Lorsque le bac de rétention des huiles alimentaires sera mis en place, l'exploitant transmettra à l'inspection copie de la facture et une photo de l'équipement mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet